



## SANTE – POLITIQUES SANITAIRES ET LABORATOIRES

### Sommaire

---

Politiques de santé .....	2
Thématiques de santé .....	2
Education à la santé et promotion de la santé .....	3
Enfance - Adolescence .....	4
Nouvelles technologies et santé.....	4
Périnatalité, santé de la mère, de la famille, de l'enfant .....	5
Santé : généralités .....	6
Santé des personnes âgées.....	6
Santé des personnes handicapées .....	7
Santé mentale .....	7
Santé scolaire.....	8
Santé sexuelle.....	9
Santé et environnement .....	9
Travail et santé.....	11
Vaccination.....	12
Inégalités sociales et territoriales de santé .....	13
Equilibre territorial de l'offre de soins .....	13
Organisation territoriale de la santé .....	14
Dispositifs contractuels et partenariats.....	14
Etablissements médico-sociaux et sanitaires.....	14
Professionnels de santé .....	14
Métiers médico-sociaux.....	14

## POLITIQUES DE SANTE

---

### **Lanceurs d'alerte : une plateforme pour lutter contre les atteintes à la santé et à l'environnement** / LUNEAU SYLVIE

lagazettedescommunes.com, 10/04/2019

<https://www.lagazettedescommunes.com/617077/lanceurs-dalerte-une-plateforme-pour-lutter-contre-les-atteintes-a-la-sante-et-a-lenvironnement/>

Médiator, sang contaminé, amiante... Pour faciliter le dépôt des signalements concernant les atteintes à l'environnement et à la santé, la Commission nationale de déontologie et des alertes ad hoc (cnDAspe) vient de mettre en ligne un site Internet ultra sécurisé. Un moyen aussi de rendre son action plus visible.

### **Plan cancer 2014-2019 - cinquième rapport au président de la République - / BENALLAH SAMIA, 04/2019, 196 p**

[http://s3-eu-west-](http://s3-eu-west-1.amazonaws.com/static.hospimedia.fr/documents/201010/4062/Plan_cancer_2014-2019_-_RAPPORT_au_PR_2019_%281%29.pdf?1554390335)

[1.amazonaws.com/static.hospimedia.fr/documents/201010/4062/Plan\\_cancer\\_2014-2019\\_-\\_RAPPORT\\_au\\_PR\\_2019\\_%281%29.pdf?1554390335](http://s3-eu-west-1.amazonaws.com/static.hospimedia.fr/documents/201010/4062/Plan_cancer_2014-2019_-_RAPPORT_au_PR_2019_%281%29.pdf?1554390335)

À un an de la fin du troisième Plan cancer, la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux et nationaux a permis de réaliser près des trois quarts des jalons du plan. L'année 2018 a vu des avancées concrètes dans tous les champs de la lutte contre le cancer : prévention, dépistage, recherche, soins, qualité de vie

### **Projet de loi Santé : les députés adoptent un texte modifié à la marge, notamment sur les hôpitaux de proximité**

Localtis.info, 27/03/2019

[https://www.banquedesterritoires.fr/projet-de-loi-sante-les-deputes-adoptent-un-texte-modifie-la-marge-notamment-sur-les-hopitaux-de?pk\\_campaign=newsletter\\_hebdo&pk\\_kwd=2019-03-29&pk\\_source=Actualit%C3%A9s\\_Localtis&pk\\_medium=newsletter\\_hebdo](https://www.banquedesterritoires.fr/projet-de-loi-sante-les-deputes-adoptent-un-texte-modifie-la-marge-notamment-sur-les-hopitaux-de?pk_campaign=newsletter_hebdo&pk_kwd=2019-03-29&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_hebdo)

L'Assemblée nationale a adopté le 26 mars en première lecture le projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé. Sur le volet lutte contre les déserts médicaux, les députés ont adopté quelques modifications d'ordre incitatif. Sur l'article 8 consacré aux hôpitaux de proximité, le gouvernement a finalement proposé que la chirurgie soit autorisée par dérogation dans certains de ces hôpitaux.

## THEMATIQUES DE SANTE

---

### **La lutte contre les addictions se joue au niveau local** / MAISONNEUVE CATHERINE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/04/2019, n° 2462, p. 36-38

<https://archives.lagazettedescommunes.com/36761861/la-lu-e-contre-les-addictions-se-joue-aussi-au-niveau-local>

Le Plan national de mobilisation contre les addictions 2018-2022 confirme le nécessaire ancrage local de la lutte contre l'alcool, le tabac ou la drogue. Pour être efficace, la prévention des conduites à risques chez les jeunes doit être partenariale, dans et hors la collectivité, car elle met en jeu l'éducatif, le social et le répressif.

**Drogues et addictions, données essentielles - Édition 2019** / OBSERVATOIRE FRANCAIS DES DROGUES ET DES TOXICOMANIES, 19/04/2019, 200 p

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/rapports/ouvrages-collectifs/drogues-et-addictions-donnees-essentielles/>

Alcool, tabac, cannabis... Qui consomme ? Quelles sont les conséquences sanitaires, sociales et pénales de ces usages ? Quel est l'état de l'offre ? Quelles réponses publiques sont apportées ?

Structuré en trois parties, cette édition 2019 propose d'abord un état des lieux des consommations, des modes d'usage, des conséquences ainsi que de l'offre et des trafics. La deuxième partie analyse les orientations des politiques et des réponses publiques, avant une série de 12 fiches sur chaque type de produit ou de conduite addictive sans produit : alcool, cannabis, cocaïne, héroïne et autres opioïdes, tabac et cigarette électronique, écrans interactifs, jeux d'argent et de hasard, etc.

**Résultats de l'enquête Ad-femina - Accueil spécifique des femmes en addictologie** / OBSERVATOIRE FRANCAIS DES DROGUES ET DES TOXICOMANIES

Tendances, 03/2019, n° 130, 6 p

<https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eftxcmz3.pdf>

La question de l'amélioration du soin et de l'accompagnement des femmes usagères de drogues connaît une attention croissante de la part des pouvoirs publics comme des praticiens mais les données concernant les réponses apportées sont encore parcellaires.

Afin de renforcer les connaissances sur ces sujets, l'OFDT a lancé, début 2018, l'enquête Ad-femina s'adressant, via un questionnaire auto-administré en ligne, aux centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), aux centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) ainsi qu'aux équipes de liaison et de soins en addictologie (ELSA) et aux différents services hospitaliers. L'ensemble de ces professionnels étaient invités à décrire les actions développées en direction des publics féminins l'année précédente.

## Education à la santé et promotion de la santé

**La stratégie nationale Sport-Santé 2019-2024 dévoilée** / LESAY JEAN-DAMIEN

Localtis.info, 29/03/2019

[https://www.banquedesterritoires.fr/la-strategie-nationale-sport-sante-2019-2024-devoilee?pk\\_campaign=newsletter\\_quotidienne&pk\\_kwd=2019-03-29&pk\\_source=Actualit%C3%A9s\\_Localtis&pk\\_medium=newsletter\\_quotidienne](https://www.banquedesterritoires.fr/la-strategie-nationale-sport-sante-2019-2024-devoilee?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2019-03-29&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne)

Roxana Maracineanu et Agnès Buzyn ont présenté ce 25 mars 2019 les grandes lignes de la stratégie nationale Sport-Santé pour la période 2019-2024. L'un de ses principaux axes consiste à promouvoir la santé et le bien-être par l'activité physique et sportive (APS) au travers d'actions de communication auprès du public scolaire, notamment.

**Rester en bonne santé tout au long de sa vie #jagispourmasante**

**Priorité à l'alimentation, la nutrition et à l'activité physique - Le Comité interministériel pour la santé (CIS) - Dossier de presse** / GOUVERNEMENT. SERVICE DE PRESSE, 25/03/2019, 48 p

[https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2019/03/dossier\\_de\\_presse\\_-\\_comite\\_interministeriel\\_pour\\_la\\_sante\\_-\\_25.03.2019.pdf](https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/document/document/2019/03/dossier_de_presse_-_comite_interministeriel_pour_la_sante_-_25.03.2019.pdf)

Cette approche interministérielle traduit la volonté du Gouvernement que l'ensemble des ministères puissent contribuer à la prévention en santé et à la promotion, dans tous les territoires et dans tous les milieux de vie, des comportements permettant de rester en bonne santé tout au long de la vie.

Mettant un accent prioritaire sur l'activité physique, l'alimentation et la lutte contre l'obésité, l'édition 2019 du CIS a permis de mettre en lumière de nombreuses actions prises, des résultats marquants et l'annonce de mesures fortes dans les champs que couvre la prévention en santé.

En 2019, priorité à l'alimentation, la nutrition et à l'activité physique :

L'alimentation et l'activité physique sont des facteurs reconnus de bien-être et de bonne santé. Ils contribuent à lutter contre des maladies chroniques trop répandues dans notre société : en France, près de la moitié des adultes et 17 % des enfants sont en surpoids, avec respectivement 17 % et 4 % de taux d'obésité parmi ces publics. De nombreuses personnes âgées souffrent de dénutrition, particulièrement en institution ou à l'hôpital. Les problèmes cardiovasculaires, les cancers et le diabète de type 2 sont également fréquents à l'échelle de la population. Pour répondre à cet enjeu majeur, le Gouvernement se fixe des objectifs, d'ici 2023 pour son action globale sur l'alimentation et l'activité physique :

- Diminuer de 15 % l'obésité et stabiliser le surpoids chez les adultes
- Diminuer de 20% le surpoids et l'obésité chez les enfants et les adolescents
- Réduire le pourcentage de personnes âgées dénutries vivant à domicile ou en institution de 15 % au moins pour les plus de 60 ans et de 30 % au moins pour les plus de 80 ans
- Réduire de 20 % le pourcentage de malades hospitalisés dénutris à la sortie d'hospitalisation

## Enfance - Adolescence

**Les chiffres clés de la jeunesse : 2019** / Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (France), 21/02/2019, 36 p.

<https://www.calameo.com/read/00475588089b1ecdd0b4d>

Présentation :

<http://injep.fr/publication/les-chiffres-cles-de-la-jeunesse-2019/>

## Nouvelles technologies et santé

**Santé - Feuille de route "Accélérer le virage numérique"** / MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE, 25/04/2019

<https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/feuille-de-route-acceler-le-virage-numerique>

La transformation de notre système de santé ne pourra avoir lieu sans un développement massif et cohérent du numérique en santé en France. Le numérique n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour mieux coordonner les professionnels de santé, pour développer des innovations thérapeutiques et organisationnelles, pour lutter contre la fracture sanitaire, pour repositionner le citoyen au cœur du système de santé, bref pour soigner mieux.

### **A l'hôpital, les robots maintiennent le lien social**

Gazette sante social (la), 04/2019, n° 161, p. 35

Une étude vient d'évaluer l'impact des robots de téléprésence. Elle montre que les enfants hospitalisés en unité protégée peuvent garder, grâce à eux, leur rôle au sein de la famille et que leurs proches s'en trouvent rassurés. Les soignants, s'ils confirment ces apports, pointent également des précautions à prendre.

### **Le France créé un écosystème des données de santé**

Gazette sante social (la), 03/2019, n° 160, p. 48

Améliorer l'accompagnement du parcours et la qualité des soins, accompagner les professionnels de santé, rendre notre système de santé plus innovant, telles sont les ambitions du Health Data Hub. Cinq à dix projets vont être sélectionnés.

<https://www.health-data-hub.fr/>

### **Soin et technologies : comment concilier les deux ? / LUNION XAVIER-ERIC, KYROU ARIEL**

Visions solidaires pour demain, 01/01/2018, n° 2, p. 20-27

Que peuvent apporter les nouvelles technologies au monde du soin ? Avec quels risques ? C'est forte de son expérience de scientifique que Laurence Devillers explique les bénéfices attendus des robots pour l'accompagnement des personnes âgées ou des enfants autistes. Mais à condition d'une forte éthique. Une nuance que confirme Cynthia Fleury, pour laquelle les nouvelles technologies nous mettent au défi de l'humain dans le soin, d'une attention au sujet malade plus encore qu'à sa maladie.

## **Périnatalité, santé de la mère, de la famille, de l'enfant**

### **Les besoins fondamentaux des enfants [DOSSIER]**

Santé en action (la), 03/2019, n° 447, p. 3-52

<http://inpes.santepubliquefrance.fr/SLH/sommaires/447.asp>

Sommaire :

- « Il y a consensus sur les besoins fondamentaux de l'enfant »  
Entretien avec Marie-Paule Martin-Blachais
- "Développer pour tous une culture commune autour des besoins fondamentaux universels de l'enfant"
- Besoins fondamentaux de l'enfant : état des connaissances
- Négligence envers les enfants : état des connaissances et modalités d'intervention
- Adversités durant l'enfance : Quel impact sur la santé ?
- Grandir sans chez-soi
- Petite enfance : de l'efficacité des programmes de visites à domicile
- La formation des personnels médico-sociaux à l'accompagnement de jeunes enfants
- Maternité du centre hospitalier de Roubaix : "Se recentrer sur les besoins individuels de la mère et du nouveau-né"
- Italie :
- un programme pour réduire la maltraitance et prévenir le placement des enfants
- Technicienne de l'intervention sociale et familiale : un soutien à domicile de la mère et du nourrisson

- Techniciennes d'intervention sociale et familiale : agir contre la vulnérabilité périnatale
- Panjo : des visites à domicile pour renforcer le lien mère-enfant
- Lunévallois : développement à domicile
- Pour en savoir plus

## Santé : généralités

**Guide d'aide à la préparation et à la gestion des tensions hospitalières et des situations sanitaires exceptionnelles** / MINISTERE DE LA SANTE ET DES SOLIDARITES, DIRECTION GENERALE DE LA SANTE, 04/2019, 222 p

[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_situation\\_sanitaire\\_exceptionnelle.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_situation_sanitaire_exceptionnelle.pdf)

Tirant les enseignements des dernières crises qu'a connu notre pays, le ministère des solidarités et de la santé met à la disposition de tous les acteurs concernés un "guide d'aide à la préparation et à la gestion des tensions hospitalières et des situations sanitaires exceptionnelles".

Élaboré par la direction générale de la Santé (DGS) et la direction générale de l'Offre de soins (DGOS) en collaboration étroite avec les professionnels hospitaliers, ce guide offre aux directeurs d'établissement, aux présidents de commission médicale d'établissement et aux équipes des éléments de doctrine et des outils opérationnels dans le cadre de la préparation et de la gestion de crise, en cohérence avec le dispositif de réponse régional "ORSANI". Il s'agit d'un document très attendu dans la mesure où la préparation de notre système de santé face aux crises sanitaires (risques infectieux émergents, attentats, etc.) est devenue un enjeu majeur pour optimiser la prise en charge sécurisée et de qualité des patients lors de la survenue de ces événements graves. Cette mobilisation constitue notamment l'un des axes de la résilience de la nation. A ce titre, les établissements de santé sont un élément clé de cette réponse qui impose un cadre de préparation défini. La mise en oeuvre, dans chaque établissement de santé, des mesures contenues dans ce guide permettra de renforcer le dispositif de réponse aux urgences et d'assurer les meilleurs soins à nos concitoyens lors de situations sanitaires exceptionnelles.

## Santé des personnes âgées

### Des bilans de santé à l'Ehpad

Gazette sante social (la), 04/2019, n° 161, p. 47

La maison de retraite COS Sainte-Marthe de Saint-Front en Charente a lancé en 2018 une expérimentation visant à assurer un bilan dentaire, visuel et auditif à ses résidents. Les consultations sont aussi ouvertes aux personnes âgées restées à domicile.

### Retour d'expérience sur la mise en oeuvre d'une action départementale d'activité physique pour les séniors

Santé publique, 04/2019, n° 1, p. 53-60

La pratique régulière d'une activité physique (AP) est aujourd'hui reconnue comme un des éléments clés du bien vieillir. Cependant, en France, le niveau d'AP diminue avec l'âge. L'objectif de cette étude était d'étudier la mise en oeuvre et l'impact d'un

programme d'activité physique destinés aux plus de 60 ans insuffisamment actifs, coconstruit avec les acteurs locaux sur plusieurs communes.

### **Emergence de nouvelles pathologies - Quelles réponses face aux affections psychiatriques ?**

Géroscopie pour les décideurs en Gérontologie, 04/2019, n° 103, p. 26-27

De nombreuses études révèlent une prévalence importante des troubles psychiatriques et des troubles du comportement au sein des EHPAD. Quelles réponses apporter à l'émergence de ces nouveaux troubles ?

### **Evaluation d'un jeu éducatif en ligne pour améliorer la qualité de vie des aînés**

Santé publique, 11/2018, n° 6, p.799-810

Cet article décrit et évalue le jeu éducatif en ligne Pour bien vivre, vivons sainement ! qui vise l'augmentation des connaissances sur l'état physique (nutrition, activités physiques, sommeil et fatigue), la réduction des situations à risque, l'identification de l'importance des interactions sociales avec les amis et les membres de la famille et l'accroissement du bien-être émotionnel du joueur. Dans cette étude exploratoire, l'impact du jeu sur la qualité de vie est mesuré auprès de 56 joueurs âgés de 50 et 90 ans. Les résultats témoignent d'une amélioration marquée de la perception sur l'état physique, sur l'environnement social ainsi que sur l'aspect psychologique.

## **Santé des personnes handicapées**

### **La mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement / GOUVERNEMENT - COMMUNICATION, 01/04/2019**

<https://www.gouvernement.fr/conseil-des-ministres/2019-04-01/la-mise-en-uvre-de-la-strategie-nationale-pour-l-autisme-au->

C'est pour prendre en compte toutes les différences et la diversité des expériences vécues par les personnes autistes, leurs familles et les acteurs professionnels que cette stratégie a fait l'objet d'une longue concertation. Elle est la résultante des propositions et des résultats observés sur le terrain.

Portant sur l'ensemble du parcours de vie des personnes, de la toute petite enfance à l'âge adulte, elle peut être résumée par cinq engagements, rendus possibles par une mobilisation de l'ensemble du Gouvernement et un engagement financier sans précédent dans le champ de l'autisme, avec 344 millions d'euros de moyens nouveaux.

<https://www.publicsenat.fr/article/societe/marion-angelosanto-pourquoi-les-familles-touchees-par-l-autisme-sont-traitees-comme>

### **Difficultés de prise en charge de la santé bucco-dentaire des personnes en situation de handicap**

Santé publique, 11/2018, n° 6, p. 821-827

La Haute-Normandie présente plusieurs désavantages concernant la prise en charge bucco-dentaire des personnes en situation de handicap : une démographie médicale sinistrée, l'absence de faculté dentaire et de réseaux de soins odontologiques.

## **Santé mentale**



## **En psychiatrie, "l'urgence, c'est l'accès aux soins"**

Libération, 12/04/2019, p. 16-22

Frank Bellevier, qui a été nommé cette semaine délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie, cherche ses marques alors que le secteur est tendu.

## **Santé psychique des exilés. Une reconnaissance des traumatismes encore balbutiante**

Actualités sociales hebdomadaires, 29/03/2019, n° 3104, p. 22-26

Alors que les parcours suivis par les personnes migrantes s'allongent et deviennent de plus en plus violents, la question de la souffrance psychique se fait plus aiguë. Mais les obstacles à la reconnaissance des troubles psychiques sont pléthore.

- "La confiance en l'autre est brisée, tout comme la confiance en soi"

## **Instruction interministérielle N°DGCS-SD3B-DGOS-DGS-CNSA-2019-44 du 25 février 2019 relative à la mise en oeuvre de la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement 2018-2022 / PREMIER MINISTRE**

legifrance.gouv.fr, 25/03/2019, 29 p

[http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2019/03/cir\\_44453.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2019/03/cir_44453.pdf)

La stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement (TND) présentée le 6 avril 2018 par le Premier ministre est le fruit d'une concertation sans précédent, qui vous a largement mobilisés, avec l'organisation en régions de réunions publiques, de groupes de travail ou encore de dispositifs de consultation et de participation en ligne.

Cette stratégie vise à mieux répondre aux besoins à chaque étape de la vie des personnes, avec, dans certains champs, des changements de paradigme et d'organisation majeurs. Elle repose, pour sa mise en oeuvre, sur la mobilisation forte de l'ensemble des ministères, directions d'administration centrales et services déconcentrés ainsi que leurs opérateurs, mais aussi les collectivités territoriales qui sont des partenaires essentiels dans la réussite de cette stratégie.

Pour agir efficacement sur le quotidien des personnes et de leurs familles, il nous faut investir les champs de l'école, de l'emploi, du logement, de la santé, de l'accessibilité de la ville et des transports, de l'accès aux sports, à la culture et aux loisirs et permettre ainsi la mise en oeuvre de réponses plus inclusives en faveur des personnes concernées. Ces enjeux se déclinent au sein de la stratégie nationale en cinq engagements, pour lesquels votre implication sera souvent déterminante :

- remettre la science au cœur de la politique publique de l'autisme en dotant la France d'une recherche d'excellence ;
- intervenir précocement auprès des enfants présentant des différences de développement afin de limiter le sur-handicap ;
- rattraper notre retard en matière de scolarisation ;
- soutenir la pleine citoyenneté des adultes ;
- soutenir les familles et reconnaître leur expertise.

L'instruction porte sur les mesures médico-sociales et sanitaires à mettre en oeuvre par les ARS dans le cadre de la stratégie nationale pour l'autisme au sein des troubles du neuro-développement 2018-2022

## **Santé scolaire**



## **Outil d'aide à la réalisation du bilan infirmier de la douzième année des élèves de l'académie de Grenoble**

Santé publique, 11/2018, n° 6, p. 845-857

Le rectorat de l'académie de Grenoble a pour mission d'assurer aux élèves de la circonscription des visites médicales et de dépistage obligatoires, permettant la détection précoce des problèmes de santé ou des carences de soins pouvant entraver la scolarité. Le bilan de la douzième année de l'élève est à ce titre obligatoire.

## **Santé sexuelle**

### **Vie affective et sexuelle : respect, relation, responsabilité / DE LAMBILLY Sophie**

Ecole des parents (l'), 04/2019, n° 631, p. 30-32

Trois séances d'éducation à la sexualité par an au collège, c'est possible. Et ça marche ! Une enquête auprès des élèves bénéficiant du "parcours 3R" proposé par le Centre hospitalier de Versailles l'a mis en évidence.

## **Santé et environnement**

### **Qualité de l'air intérieur des bâtiments : retour sur la journée du 11 avril 2019 à Toulouse / CEREMA, 25/04/2019**

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/qualite-air-interieur-batiments-retour-journee-du-11-avril>

Le 11 avril 2019, le Cerema Sud-Ouest a organisé avec la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Occitanie, une journée technique sur la qualité de l'air intérieur (QAI), un enjeu de qualité de la construction et de santé publique.

### **Canicules : effets sur la mortalité en France métropolitaine de 1970 à 2013, et focus sur les étés 2006 et 2015 / SANTE PUBLIQUE FRANCE, 25/04/2019**

<http://www.santepubliquefrance.fr/Actualites/Canicules-effets-sur-la-mortalite-en-France-metropolitaine-de-1970-a-2013-et-focus-sur-les-etes-2006-et-2015>

Santé publique France publie deux nouveaux rapports : le premier traite de l'exposition de la population aux canicules et de ses répercussions sur la mortalité entre 1970 et 2013; le deuxième évalue la surmortalité pendant les canicules des étés 2006 et 2015.

La mortalité et le recours aux soins augmentent quand il fait chaud. Des températures très extrêmes, comme celles rencontrées pendant les vagues de chaleur, peuvent se traduire à une surmortalité rapide et très importante. C'est ce qui est arrivé en août 2003 où une surmortalité d'environ 15 000 décès a été observée. Le plan national canicule (PNC) a été mis en place puis en 2004, le système d'alerte canicule et santé (Sacs) a été construit par Météo-France et Santé publique France. Tous deux permettent d'anticiper les vagues de chaleur et de réduire leurs conséquences en mobilisant tout le pays en cas de chaleur intense (vigilance orange ou rouge).

Évolution depuis 1970 : L'étude "Évolutions de l'exposition aux canicules et de la mortalité associée en France métropolitaine entre 1970 et 2013" a recensé l'ensemble des canicules survenues en métropole dans les 40 dernières années, en utilisant rétrospectivement l'approche du système d'alerte canicule et santé.

## **Des initiatives pour anticiper les effets néfastes des catastrophes naturelles / THIBERGE Clémentine**

lemonde.fr, 13/04/2019

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/04/13/des-initiatives-pour-anticiper-les-effets- nefastes-des-catastrophes-naturelles\\_5449702\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/04/13/des-initiatives-pour-anticiper-les-effets- nefastes-des-catastrophes-naturelles_5449702_3244.html)

Les événements climatiques ont de plus en plus d'impacts sur la santé des populations. Les plans de prévention face aux catastrophes sont aujourd'hui indispensables.

## **Un décret renforce les pouvoirs des maires dans la lutte anti-vectorielle / ESCUDIE Jean-Noël**

Localtis.info, 01/04/2019

[https://www.banquedesterritoires.fr/un-decret-renforce-les-pouvoirs-des-maires-dans-la-lutte- anti-vectorielle?pk\\_campaign=newsletter\\_quotidienne&pk\\_kwd=2019-04- 01&pk\\_source=Actualit%C3%A9s\\_Localtis&pk\\_medium=newsletter\\_quotidienne](https://www.banquedesterritoires.fr/un-decret-renforce-les-pouvoirs-des-maires-dans-la-lutte- anti-vectorielle?pk_campaign=newsletter_quotidienne&pk_kwd=2019-04- 01&pk_source=Actualit%C3%A9s_Localtis&pk_medium=newsletter_quotidienne)

Un décret du 29 mars 2019 renforce le dispositif de prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes (chikungunya, dengue, zika, fièvre jaune...). Ce décret conforte le rôle des maires dans la lutte anti-vectorielle. Il introduit dans le code de la santé publique une section sur les "mesures d'hygiène et de salubrité permettant de lutter contre les insectes vecteurs", consacrée aux différentes missions des maires en la matière.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/29/SSAP1821428D/jo/texte>

## **Décret n° 2019-258 du 29 mars 2019 relatif à la prévention des maladies vectorielles**

Journal officiel de la République française. Lois et décrets, 31/03/2019, 4 p

[https://www.legifrance.gouv.fr/jo\\_pdf.do?id=JORFTEXT000038318199](https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038318199)

Ce décret précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. La gestion des épidémies, qui repose sur le dispositif ORSEC, et la lutte contre les nuisances générées par les moustiques est réalisée par les conseils départementaux selon les modalités prévues par la loi n° 64-1246 du 16 décembre 1964 relative à la lutte contre les moustiques, qui prévoient qu'un arrêté préfectoral définit des zones de lutte contre les moustiques dans lesquelles sont mises en œuvre les mesures également définies par arrêté. Publics concernés : Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ; agences régionales de santé ; collectivités territoriales et services déconcentrés de l'Etat.

[http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2019/03/cir\\_44478.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2019/03/cir_44478.pdf)

## **Évaluation du 3<sup>e</sup> plan national santé environnement et préparation de l'élaboration du plan suivant / BUGUET DEGLETAGNE Béatrice, 12/2018, 238 p**

[http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2017-176R\\_.pdf](http://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2017-176R_.pdf)

Le plan national santé-environnement vise à programmer et à organiser un ensemble d'actions de nature à prévenir ou à faire cesser les atteintes environnementales à la santé humaine, notamment les pollutions de l'air, de l'eau ou des sols et l'exposition des populations à des facteurs toxiques.

Progresser dans cette voie, eu égard aux enjeux de santé publique majeurs, suppose une coordination forte de multiples institutions publiques afin de peser sur les déterminants environnementaux identifiés.

Adopté en 2014 et devant s'achever fin 2019, le 3e plan national santé-environnement a fait l'objet d'une évaluation portant sur le degré de réalisation des actions prévues, les moyens humains et financiers mobilisés, la gouvernance et le pilotage mis en place, les déclinaisons opérationnelles du plan au niveau régional, ainsi que son articulation avec d'autres démarches de santé publique. Sur ces bases, conformément à la saisine des ministres qui souhaitaient « engager dès à présent le processus d'élaboration du PNSE 4 avec l'objectif d'un plan ambitieux, présentant une approche globale et transversale », le présent rapport formule des recommandations et orientations sur ce que l'on peut attendre d'un futur plan national santé-environnement, sa gouvernance et sa déclinaison territoriale.

## Travail et santé

### **Accidents du travail et de trajet des salariés seniors en France, années 2011 et 2012 / SANTE PUBLIQUE FRANCE**

Bulletin épidémiologique hebdomadaire, 23/04/2019

[http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2019/13/2019\\_13\\_3.html](http://invs.santepubliquefrance.fr/beh/2019/13/2019_13_3.html)

L'objectif de l'étude était de comparer des indicateurs nationaux descriptifs des accidents du travail et de trajet chez les salariés seniors (50 ans et plus) et les salariés plus jeunes (moins de 50 ans).

Les accidents du travail étaient moins fréquents chez les seniors que chez les salariés plus jeunes (31 versus 44 accidents pour 1 000 salariés en équivalent temps plein). Cette fréquence moindre chez les seniors était observée pour toutes les circonstances d'accidents du travail et de trajet, sauf pour les femmes où les accidents de plain-pied et les chutes de hauteur étaient plus fréquents chez les seniors. Une fréquence d'accidents du travail plus élevée chez les seniors que chez les salariés plus jeunes était observée dans seulement trois secteurs d'activité chez les hommes contre 11 secteurs chez les femmes.

Conclusion : L'étude a révélé que les accidents de plain-pied et les chutes de hauteur étaient plus fréquents chez les femmes seniors. Des études complémentaires sont nécessaires pour comprendre les mécanismes en jeu dans ces accidents.

### **Santé travail : enjeux actions / ASSURANCE MALADIE, 04/2019, 27 p**

[http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/fileadmin/user\\_upload/document\\_PDF\\_a\\_telecharger/brochures/Rapport%20Enjeux%20et%20actions%20cancers%20pros.pdf](http://www.risquesprofessionnels.ameli.fr/fileadmin/user_upload/document_PDF_a_telecharger/brochures/Rapport%20Enjeux%20et%20actions%20cancers%20pros.pdf)

Cancers reconnus d'origine professionnelle : Évolution statistique, actions de prévention et d'accompagnement des salariés exposés.

Le nombre de cancers reconnus d'origine professionnelle a plus que triplé ces vingt dernières années. Retour sur les principaux chiffres issus du rapport Santé travail : enjeux & actions de l'Assurance Maladie Risques professionnels.

En France, plus de 1 800 cancers d'origine professionnelle ont été reconnus par an entre 2013 et 2017. Leur nombre a été multiplié par 3,6 en vingt ans. Principale exposition en cause : l'amiante, incriminée dans 80 % des cancers reconnus d'origine professionnelle. Il s'agit de cancers du poumon (70 % des cas) et de mésothéliomes (30 % des cas). Les

autres cancers reconnus sont liés au benzène, aux poussières de bois et aux produits noirs (goudron, bitumes, asphalte...)

Parmi les personnes touchées, les hommes sont très largement majoritaires, 80 % d'entre eux étaient ouvriers, principalement dans les secteurs de la métallurgie, du BTP et de l'industrie chimique et du secteur du bois.

## Vaccination

**Le retour de la rougeole touche le monde entier** / GODELUCK SOLVEIG, ROBERT Virginie

Echos (les), 24/04/2019, p. 6-7

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/rougeole-le-regain-depidemie-touche-le-monde-entier-1013405>

L'épidémie actuelle de rougeole, dont le nombre de cas a augmenté de 300% sur les trois premiers mois de l'année, tient à la forte mobilité des personnes et à une défiance accrue envers les vaccins. C'est pourtant la seule prévention possible contre cette maladie très contagieuse qui n'a pas de traitement.

**Obligation vaccinale : après un an, premier bilan positif**

Figaro (le), 19/04/2019, p. 13

Les taux de couverture vaccinale ont été fortement améliorés depuis janvier 2018. Selon un bilan présenté jeudi 18 avril 2019

**Semaine européenne de la vaccination du 24 au 30 avril 2019** / SANTE PUBLIQUE FRANCE, 18/04/2019

<http://invs.santepubliquefrance.fr/Publications-et-outils/Bulletin-de-veille-sanitaire/Tous-les-numeros/Bulletin-de-sante-publique-vaccination.-Avril-2019>

Une campagne nationale inédite et des premiers résultats positifs de l'obligation vaccinale

La Semaine Européenne de la Vaccination (SEV) se déroulera du 24 au 30 avril prochain. Cet événement est un moment important pour rappeler que la vaccination est un enjeu majeur de santé publique. " Contre de nombreuses maladies graves : la meilleure protection, c'est la vaccination ", ce constat simple et indéniable est au cœur de la campagne lancée par Santé publique France avec le ministère des Solidarités. Elle sera visible à la télévision, sur le web et les réseaux sociaux, dans la presse et les lieux de santé. La Semaine européenne de la vaccination est également l'occasion d'observer des premiers résultats encourageants des 11 vaccinations obligatoires du petit enfant. La couverture vaccinale des nouveau-nés progresse, de même que les perceptions positives de leurs parents sur les bénéfices des vaccins. Ces nouveaux résultats sont à retrouver dans le bulletin de Santé publique « Vaccination » et les bulletins régionaux réalisés par Santé publique France.

**N'ayons plus peur !** / GRAVILLON ISABELLE

Ecole des parents (l'), 04/2019, n° 631, p. 76-77

Chaque année, en France, 6 000 cancers sont causés par un papillomavirus. Un vaccin existe-aujourd'hui recommandé pour les filles entre 11 ans et 14 ans, sans doute bientôt aussi pour les garçons - , qui peut les protéger de ce risque. Il serait dommage de les en priver...

**Anti-vaccin, à l'origine du doute** / MARTIN NICOLAS, BEAUCHAMPS Antoine, 28/03/2019

<https://www.franceculture.fr/emissions/la-methode-scientifique/la-methode-scientifique-emission-du-jeudi-28-mars-2019>

Comment est né le discours anti-vaccin ? Quelle évolution a connu le militantisme anti-vaccin ? Quels sont les effets de l'anti-vaccination sur la santé publique ? Les politiques de santé répondent-elles efficacement aux discours anti-vaccinaux ?

**Rougeole : le casse-tête face à la flambée mondiale**

lemonde.fr, 25/03/2019

[https://www.lemonde.fr/sciences/article/2019/03/25/rougeole-le-casse-tete-face-a-la-flambee-mondiale\\_5441150\\_1650684.html](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2019/03/25/rougeole-le-casse-tete-face-a-la-flambee-mondiale_5441150_1650684.html)

Cette maladie infectieuse, qui tuait jusqu'à 2,5 millions de personnes par an avant la diffusion de la vaccination, aurait dû disparaître. Les objectifs de l'OMS pour 2020 ne seront pas tenus.

## **INEGALITES SOCIALES ET TERRITORIALES DE SANTE**

---

### **Equilibre territorial de l'offre de soins**

**Les collectivités soignent la santé**

Id Efficience Territoriale, 04/2019, n° 59, p. 12-25

12% de la population française vit dans une commune en manque de généraliste. Face à cette problématique, les collectivités territoriales ne se laissent pas abattre et veulent enrayer le mal : recrutement de médecins généralistes par le biais du Centre de santé département, prise de RDV en ligne, nouvelles technologies. Mais la santé n'est pas seulement agir, c'est aussi prévenir. Les collectivités ne manquent pas d'idées pour améliorer le quotidien des agents et des habitants : Dentibus, bienfaits du sport au travail, cool week ...

**Le projet d'indicateur global de la qualité de l'eau, une bonne idée à approfondir** / LAPERCHE DOROTHEE

Environnement et technique, 04/2019, n° 390, p. 18-19

Le Haut Conseil de la santé publique formule quatre recommandations pour améliorer le projet d'indicateur global de la qualité de l'eau distribuée. Ce dernier est porté par la direction générale de la santé ainsi que les agences régionales de santé.

**Des aides contre l'insuffisance de l'offre de soins**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 08/04/2019, n° 2460, p. 63

<https://archives.lagazettedescommunes.com/36733890/des-aides-contre-l-insuffisance-de-l-offre-de-soins>

Les professionnels de santé et les étudiants peuvent être incités à s'installer ou à rester sur un territoire. Fiche pratique sur l'aide à l'installation des professionnels de santé.

## **Le département s'attaque aux déserts médicaux en salariant des généralistes / CACCIVIO ALEXANDRA**

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 01/04/2019, n° 2459, p. 42-43

<https://www.lagazettedescommunes.com/614427/le-departement-sattaque-aux-deserts-medicaux-en-salariant-des-generalistes/?abo=1>

Le département de Saône-et-Loire manque de médecins généralistes. Les chèques d'aide à l'installation testés ces dernières années n'ont pas suffi à stopper l'hémorragie. De nombreux patients n'ont déjà plus de médecin traitant. Un fait avéré dans les zones rurales et qui s'intensifie en ville, comme à Mâcon. En 2018, le département a recruté trente médecins pour son centre de santé aujourd'hui implanté dans seize sites. Le déploiement se poursuit en 2019 et 2020.

## **ORGANISATION TERRITORIALE DE LA SANTE**

---

### **Dispositifs contractuels et partenariats**

#### **Des outils pour optimiser les bien-être au jardin / HADDAD YAEL**

Paysage Actualités, 04/2019, n° 418, p. 34-35

La conception d'aménagements paysagers bénéfiques pour la santé implique une approche multicritère et pluridisciplinaire. L'EIS, évaluation d'impacts sur la santé, constitue une démarche innovante, qui permet de guider le projet dans sa phase amont.

### **Etablissements médico-sociaux et sanitaires**

#### **Les maisons de santé**

Gazette sante social (la), 04/2019, n° 161, p. 28

Constituée sous forme d'une société interprofessionnelle de soins ambulatoires, les maisons de santé coordonnent l'exercice médical et paramédical de professionnels, engagés par un projet de santé territorial.

## **PROFESSIONNELS DE SANTE**

---

### **Métiers médico-sociaux**

#### **Les animateurs territoriaux et hospitaliers**

Gazette sante social (la), 04/2019, n° 161, p. 41

Si leurs employeurs peuvent être distincts et les rattacher soit à la fonction publique territoriale soit à la fonction publique hospitalière, les animateurs exercent leurs missions dans des conditions statutaires proches, en particulier depuis la mise en œuvre de dispositions communes aux agents de catégorie B de chacune des deux fonctions publiques.

### **Qualité de vie au travail de jeunes médecins hospitaliers : satisfaits malgré tout...**

Santé publique, 04/2019, n° 1, p. 113-123

Les prévalences de dépression, d'idées suicidaires et de syndrome d'épuisement professionnel sont plus élevées chez les médecins par rapport à la population générale. Alors que les jeunes médecins semblent davantage concernés, en France, peu de travaux se sont intéressés spécifiquement aux facteurs de qualité de vie au travail de cette population. L'objectif de cette étude est d'identifier les facteurs de stress liés à l'organisation du travail et aux relations sociales au travail, tels qu'ils sont perçus par les jeunes médecins hospitaliers.

### **La médiation en santé : une innovation sociale ? Obstacle**

Santé publique, 04/2019, n° 1, p. 31-42

Notre étude se focalise sur la médiation en santé comme réponse au défi que pose la réduction des inégalités sociales en santé, objectif phare de la loi de modernisation du système de santé de 2016. Faire de la médiation en santé nécessite que se rencontrent et collaborent deux "mondes sociaux", celui des professions de santé et celui de l'action sociale, parfois éloignés l'un de l'autre.

### **La déontologie, la profession et les psychologues [DOSSIER]**

Journal des psychologues (le), 04/2019, n° 366, p. 12-51

Au sommaire :

- Déontologie des psychologues : l'union fera la force - La démarche Cerédépsy
- La CNCDP : évolution des pratiques, dans le respect de la déontologie
- Les enjeux de la réglementation du Code de déontologie
- L'expérimentation Coréli : une ressource à usage de la profession ?
- Médiation et conciliation ou comment traiter des litiges déontologiques
- Enseignants-chercheurs en psychologie : à la recherche du Code perdu !
- Traitement des plaintes contre psychologues : une Europe à géométrie variable
- Le respect de la déontologie : une procrastination hexagonale de plus de vingt ans
- Bibliographie

### **Conditions de travail à l'hôpital : un problème de santé publique [DOSSIER]**

vie-publique.fr, 13/03/2019

<https://www.vie-publique.fr/actualite/dossier/personnel-hospitalier/conditions-travail-hopital-probleme-sante-publique.html>

Les conditions de travail des personnels du secteur hospitalier sont l'objet d'une attention croissante des pouvoirs publics et des chercheurs. L'étude de leur évolution fait apparaître un léger recul de l'exposition à certaines formes de pénibilité inhérentes aux missions de soin : les horaires décalés et les efforts physiques importants. En revanche, les personnels font face à une pression temporelle accrue, qui alimente un sentiment de « qualité empêchée » chez une part croissante de ces personnels. Rythme et qualité du travail sont ainsi en tension à l'hôpital.